

nous préoccupe et que nous voulons que le gouvernement fédéral continue d'appuyer les plus démunis de notre société. Nous sommes en désaccord avec les libéraux sur l'opportunité de reporter les compressions budgétaires à plus tard et sur un certain nombre d'autres points plutôt techniques de gestion économique.

Je vais exposer ces questions et j'espère que les libéraux s'abstiendront aussi de dénoncer les normes morales des autres et de proclamer la supériorité des leurs et cela, dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Cela étant dit, passons maintenant à la position réformiste favorisant une suppression rapide du déficit. Pour exposer cette position, je m'inspire grandement des idées qui ont été avancées par le FMI, plusieurs groupes de réflexion canadiens et un grand nombre de chefs d'entreprise, d'économistes et de particuliers qui ont comparu devant le Comité des finances.

D'abord, nous recommandons de supprimer le déficit d'ici à la fin du mandat du présent gouvernement afin de réduire le risque qu'un événement menaçant ne vienne encore alourdir le déficit au point où la dette croisse plus rapidement que le revenu national. Comme le constatent de plus en plus de Canadiens, cela nous met dans la situation intenable de devoir emprunter des sommes de plus en plus grandes rien que pour payer l'intérêt sur une dette sans cesse croissante. Pour employer une analogie très populaire, le tapis roulant sur lequel nous serions ne serait pas stationnaire, mais irait de plus en plus vite, à tel point qu'il serait de plus en plus difficile de suivre le rythme.

Un événement menaçant qu'ont signalé des témoins est le ralentissement de l'activité économique qui va sûrement se produire avant longtemps. Une autre menace découle de la réputation traditionnelle des gouvernements à effectuer des compressions budgétaires une année d'élections. Enfin, on s'est dit préoccupé par le risque qu'une autre crise québécoise n'entraîne un accroissement important de l'intérêt sur la dette publique et ne renforce à nouveau sa position déficitaire.

La deuxième raison pour laquelle nous recommandons que le gouvernement se fixe un délai pour équilibrer le budget, c'est que cela serait pour les marchés financiers une preuve de détermination et de courage politique. Comme l'ont souligné de nombreux témoins, si le gouvernement agit de la sorte, les marchés financiers récompenseront le Canada en supprimant la prime de risque qu'ils exigent actuellement sur les taux d'intérêt.

Dans un discours qu'il a prononcé il y a quelques jours, le gouverneur de la Banque du Canada a dit, en sa qualité de spécialiste, que l'un des principaux problèmes auquel se heurte le Canada, c'est la prime de risque, qui rend les taux d'intérêt du Canada supérieurs à ceux des États-Unis et qui est attribuable au déficit et au fait que le gouvernement ne lance pas de message montrant sa détermination à supprimer le déficit.

Si nous allions de l'avant et que les taux d'intérêt baissaient, il y aurait une relance dans le secteur de l'habitation et dans d'autres domaines où la demande est tributaire des taux d'intérêt. L'augmentation de la croissance économique et des recettes fiscales ferait entrer le Canada dans un nouveau cycle, un cycle où les déficits seraient plus modestes, où les taux d'intérêt seraient moins élevés et où il y aurait davantage de possibilités de réduire les impôts et la dette. Cette idée n'est pas fantaisiste;

Initiatives ministérielles

elle a été appuyée par de nombreux témoins qui ont comparu devant le comité des finances.

• (1220)

Les objectifs économiques révisables ou fluctuants que le gouvernement établit pour réduire lentement le déficit nous font perdre sur tous les tableaux. À cause des compressions, il y a du chômage et de l'incertitude, les consommateurs hésitent à dépenser et la croissance économique est lente. Par ailleurs, les marchés financiers hésitent à réduire la prime de risque sur les taux d'intérêt parce que les compressions sont trop modestes et qu'aucune date précise n'est prévue pour l'élimination du déficit. Le comité des finances a entendu cet argument à maintes reprises.

L'objectif qui a été annoncé et qui prévoit un déficit de 17 milliards de dollars en 1997-1998 comporte un autre risque. Une analyse prudente des répercussions de la croissance économique, des taux d'intérêt et des compressions de dépenses déjà annoncées donne à penser que, avec un peu de chance et un traitement adéquat de la réserve pour éventualités, cet objectif est atteignable avec des compressions supplémentaires d'aussi peu que un milliard de dollars. Il se pourrait que les compressions nécessaires soient supérieures, mais l'atteinte de cet objectif est concevable avec des compressions supplémentaires de un milliard de dollars. Pour le bien de tous les Canadiens, j'espère que les marchés financiers n'interpréteront pas cela comme une preuve que le gouvernement a perdu sa détermination et que, plus de deux ans avant la tenue des élections, il ne prévoit plus d'autres compressions de dépenses pour équilibrer le budget. S'ils le font, il est certain que la prime de risque sur les taux d'intérêt augmentera et que le déficit sera encore plus grand.

Troisièmement, nous croyons que l'élimination complète du déficit d'ici 1998-1999 ne suppose pas une politique de la terre brûlée. Comme le ministre des Finances s'en est rendu compte pendant la campagne référendaire avec son allusion à la perte d'un million d'emplois par suite de la séparation, on peut émailler son discours politique d'hyperboles, mais ce n'est pas sans risques. Le FMI et nombre d'autres analystes ont fait remarquer que plusieurs milliards de dollars de pensions de sécurité de la vieillesse et de prestations d'assurance-chômage sont versés à des Canadiens qui, selon toutes les normes acceptables, pourraient s'en passer dans les situations de crise nationale. Or, nous sommes maintenant dans une telle situation.

S'il avait un peu de courage politique, le gouvernement réduirait les paiements à ceux qui gagnent des revenus supérieurs, ce qui lui permettrait d'éponger complètement le déficit sans avoir à diminuer le soutien offert aux Canadiens qui en ont vraiment besoin ni les autres programmes de dépenses du genre dont le ministre des Finances a parlé dans son rapport où il est question de rendement économique et social élevé.

Nous estimons que la décision du premier ministre d'écarter toute réduction des dépenses de ces programmes sociaux, qu'il a prise à la veille de la campagne référendaire, pour une raison politique ou idéologique donnée, a porté gravement préjudice aux intérêts généraux des Canadiens. Je prédis que l'histoire ne sera pas tendre envers lui en cette matière. Le ministre des Finances n'aura d'autre choix que de faire des compressions